

**Accord national professionnel**

**SALAIRES DU DOUBLAGE**

**(3 août 2006)**

(Etendu par arrêté du 18 octobre 2006,  
*Journal officiel* du 29 octobre 2006)

**AVENANT N° 3 DU 22 DÉCEMBRE 2010**  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS DES PRESTATIONS LYRIQUES

NOR : ASET1150246M

Cet avenant concerne l'accord national professionnel de salaires du doublage du 3 août 2006. Il modifie le B et le C du titre IV de l'accord sur les conditions de rémunération des prestations lyriques.

La partie B du titre IV est remplacée par la rédaction suivante :

« B. Doublage synchrone non cinématographique

Cette catégorie regroupe les salaires applicables pour tout doublage synchrone d'un programme non cinématographique. Est particulièrement visé par cette définition le doublage de programme de fiction, unitaire ou série, de télévision. Cette exploitation doit être le mode premier et principal de diffusion du programme.

1. Cas général : le cachet pour une séance est de 364,80 € brut hors droit.
2. Cas particulier : en dérogation au 1, les parties à l'accord conviennent des cas particuliers suivants.

Dans le cas d'une chanson unique dont la durée est comprise entre 20 et 60 secondes, le cachet par séance est fixé à 299,20 € brut hors droits.

Dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson n'est pas interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans le programme, le cachet par séance est de 256 € brut hors droits.

Dans le cas d'une chanson courte unique dont la durée est inférieure ou égale à 20 secondes et si la chanson est interprétée par le comédien interprétant par ailleurs un rôle de doublage dans le programme, le cachet par séance est de 182,40 € brut hors droits. »

Au sein du C du titre IV, le paragraphe ci-dessous est supprimé :

« Si le chanteur effectue au moins cinq séances pour le même programme au minimum conventionnel pour un même mois, le cachet applicable par séance est de 426,27 € brut hors droits. »

Les autres dispositions de l'accord national de salaire du 3 août 2006 restent inchangées.

Fait à Paris, le 22 décembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

FICAM.

**Syndicats de salariés :**

CFTC ;  
SIA UNSA ;  
SNAPAC CFDT.